



## ETABLISSEMENT DU DOSSIER D'INSCRIPTION

### 1. Objet :

La présente instruction vise à décrire, d'une part, les modalités d'établissement du dossier d'inscription des exportateurs négociants, des infrastructures et les exportateurs gestionnaires qui les exploitent sur les registres de l'EACCE, et d'autre part le suivi et la mise à jour de leur inscription.

### 2. Champ d'Application :

La présente instruction concerne Les exportateurs négociants, les infrastructures et les exportateurs gestionnaires qui les exploitent en vue de la fabrication, du conditionnement et de stockage des produits alimentaires agricoles et maritimes soumis au contrôle technique de l'EACCE pour l'exportation.

### 3. Documents de Référence :

- Arrêté du 13 juillet 1948 tel que modifié et complété par les arrêtés des 17 août 1953 et 20 août 1962 ;
- Arrêté du 28 avril 1939 relatif à certaines formalités à remplir par les exportateurs de produits soumis au contrôle technique à l'exportation
- Cahiers des charges des exportateurs négociants des produits d'origine végétale à l'état frais ; des produits de la pêche et cahier des charges des infrastructures utilisant des dispositifs de distillation mobiles, et itinérants de type «alambics», pour la production des huiles essentielles d'origine végétale.

### 4. Déroulement :

La démarche à suivre pour tous les objets d'inscription est décrite dans la procédure PRO\_CTC\_001 et les guides utilisateurs Easy Food Export sur le site officiel de l'EACCE/Morocco Foodex) (<https://www.moroccofoodex.org.ma/fr/>)

#### **4.1. Constitution des dossiers de demandes des exportateurs négociants et exportateurs gestionnaires :**

Pour les exportateurs négociants des produits de la pêche, et produits d'origine végétale à l'état frais, leurs inscriptions, renouvellement d'inscription, extension d'inscription ou actualisation..., doivent se conformer aux dispositions du cahier des charges spécifique.



a- **Constitution du dossier de demande d'inscription initiale pour les exportateurs négociants :**

LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR	FORME JURIDIQUE					
	SARL ; SARL AU ; SNC ; SCS ; SAS ; SCA ; SP; GIE	SA	Personne Physique	Coopérative (Créée Avant Le 18/12/2015)	Coopérative (Créée Après Le 18/12/2015)	Etablissement/ Entreprise Publique
Certificat d'inscription au registre du commerce modèle 2 <b>ou</b> Bulletin de notification des identifiants <b>ou</b> Formulaire unique <sup>(1)</sup>	<b>X</b>	<b>X</b>				
Certificat d'inscription au registre du commerce modèle 1 <b>ou</b> Bulletin de notification des identifiants <b>ou</b> Formulaire unique <sup>(1)</sup>			<b>X</b>			
Modèle 7 du registre de commerce portant la mention export (≤ 3 mois)	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>			
Statuts de la société	<b>X</b>	<b>X</b>				
Procès-verbal de la dernière assemblée générale		<b>X</b>				
Pièce d'identité valide du représentant de l'entreprise <sup>(3)</sup>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>
Statuts de la Coopérative				<b>X</b>	<b>X</b>	
Décision de Création de la Coopérative				<b>X</b>		
Demande d'inscription déposée au greffe du tribunal de première instance					<b>X</b>	
Attestation d'approbation de la dénomination de la coopérative					<b>X</b>	
Textes de création						<b>X</b>

<sup>(1)</sup> Pour toutes les créations auprès du centre régional d'investissement, il appartient à l'intéressé de fournir à l'EACCE le bulletin de notification ou le formulaire unique délivré par le centre en question (en remplacement du registre du commerce modèle 2) appuyé par le « modèle 7 » de l'année en cours.

<sup>(1)</sup> Le Certificat d'inscription au registre du commerce modèle 2, à défaut le modèle 9, modèle B ou tout autre modèle équivalent ;



Selon l'activité envisagée pour l'export, ce dossier est complété par la liste des documents suivante :

COMPLEMENT DE LA LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR	ACTIVITES		
	Agrumes / produits maraichers sauf P.A.M	Autres familles de produits de la mer/ produits de la pêche hauturière	Produits agricoles transformés ; plantes aromatiques et médicinales fraîches ; algues
Convention avec une infrastructure des produits de la pêche <sup>(2)</sup>		<b>x</b>	
Convention avec une Infrastructure des fruits et légumes frais <sup>(2)</sup>	<b>x</b>		
Récépissé de dépôt de la marque (ou autorisation d'utilisation de la marque accompagnée par récépissé de dépôt de ladite marque)	<b>x</b>		
Formulaire « FOR- CTC- 012 » <sup>(3)</sup>			<b>x</b>
Formulaire « FOR- CTC- 046 » <sup>(3)</sup>	<b>x</b>		
Formulaire « FOR- CTC- 073 » <sup>(3)</sup>		<b>x</b>	

**NB** : Pour les négociants (exportateurs) des produits de la pêche ou des fruits & légumes à l'état frais, un contrat ou équivalent, couvrant la campagne d'exportation en cours (Mentionnée selon la forme : année n/année n+1), établi avec la ou les unité(s) de traitement, de conditionnement ou de stockage dans la (es) quelle(s) les produits seront fabriqués, transformés, conditionnés ou stockés en vue de leur exportation. Il a la possibilité d'ajouter d'autres unités durant la campagne à condition d'adresser une demande et le contrat y relatif, au préalable, aux services concernés de l'E.A.C.C.E.

**b- Demande de renouvellement, d'extension, de rétablissement, d'actualisation, de suspension d'inscription ou d'ajout de marque pour les exportateurs négociants et exportateurs gestionnaires**

**- Demande de renouvellement et de rétablissement**

Avant le 1er Octobre de chaque campagne, soumettre à l'E.A.C.C.E une demande de renouvellement d'inscription, et informer les services concernés de l'EACCE de tout changement intervenu au niveau des éléments constituant le dossier d'inscription.



Les dossiers de demandes de renouvellement et de rétablissement d'inscription comportent les documents suivants :

- Pour toutes les formes juridiques :

	Agrumes / produits maraichers sauf P.A.M	Autres familles de produits de la mer/ produits de la pêche hauturière	Produits agricoles transformés ; plantes aromatiques et médicinales fraîches ; algues
Modèle 7 du registre de commerce portant la mention export (Pour les sociétés et personnes physiques) ( $\leq$ 3 mois)	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
Procès-verbal de la dernière assemblée générale (Pour les coopératives et les SA)	<b>x</b>	<b>x</b>	<b>x</b>
Convention avec une infrastructure des produits de la pêche <sup>(2)</sup>		<b>x</b>	
Convention avec une Infrastructure des fruits et légumes frais <sup>(2)</sup>	<b>x</b>		
Récépissé de dépôt de la marque (ou autorisation d'utilisation de la marque accompagnée par récépissé de dépôt de ladite marque) <sup>(4)</sup>	<b>x</b>		

**- Demande d'actualisation, de suspension d'inscription et d'ajout de marque**

Les dossiers de demandes comportent les documents suivants :

- Pour toutes les formes juridiques et toutes les activités :

	Actualisation	Suspension	Ajout de marque
Modèle 7 du registre de commerce portant la mention export ( $\leq$ 3 mois)	<b>x</b>		
Déclaration de modification ou de radiation (Modèle 4)	<b>x</b>		
Statuts de la société	<b>x</b>		
Demande de suspension d'inscription		<b>x</b>	
Statuts de la Coopérative (Pour les coopératives)	<b>x</b>		
Décision de Création de la Coopérative (Pour les coopératives créées avant le 18/12/2015)	<b>x</b>		
Demande d'inscription déposée au greffe du tribunal de première (Pour les coopératives créées après le 18/12/2015)	<b>x</b>		
Attestation d'approbation de la dénomination de la coopérative (Pour les coopératives créées après le 18/12/2015)	<b>x</b>		
Textes de création (Pour les établissements et entreprises publiques)	<b>x</b>		
Récépissé de dépôt de la marque (ou autorisation d'utilisation de la marque accompagnée par récépissé de dépôt de ladite marque) <sup>(4)</sup>			<b>x</b>



**- Demande d'extension**

Les dossiers de demandes comportent les documents suivants :

- Pour toutes les formes juridiques :

	<b>Agrumes / produits maraichers sauf P.A.M</b>	<b>Autres familles de produits de la mer/ produits de la pêche hauturière</b>	<b>Produits agricoles transformés ; plantes aromatiques et médicinales fraîches ; algues</b>
Convention avec une infrastructure des produits de la pêche <sup>(2)</sup>		<b>x</b>	
Convention avec une Infrastructure des fruits et légumes frais <sup>(2)</sup>	<b>x</b>		
Récépissé de dépôt de la marque (ou autorisation d'utilisation de la marque accompagnée par récépissé de dépôt de ladite marque) <sup>(4)</sup>	<b>x</b>		
Formulaire « FOR- CTC- 012 » <sup>(3)</sup>			<b>x</b>
Formulaire « FOR- CTC- 046 » <sup>(3)</sup>	<b>x</b>		
Formulaire « FOR- CTC- 073 » <sup>(3)</sup>		<b>x</b>	

<sup>(2)</sup> un contrat ou équivalent original dûment signé et cacheté par les deux contractants. Les exportateurs disposant de contrat de location d'infrastructure, de station pour une ou plusieurs campagnes sont exonérés de cette disposition, le long de la validité dudit contrat.

<sup>(3)</sup> Une procuration est donnée à toute personne désignée en dehors de la gérance statutaire.

<sup>(4)</sup> Les exportateurs disposant de marque propre ou d'autorisation d'utilisation de la marque valides en sont exonérés



#### 4.2. Constitution des dossiers de demandes des infrastructures

a. Constitution du dossier de demande d'inscription initiale de l'exportateur gestionnaire d'infrastructure

LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR	FORME JURIDIQUE					
	SARL ; SARL AU ; SNC ; SCS ; SAS ; SCA ; SP ; GIE	SA	Personne Physique	Coopérative (Créée Avant Le 18/12/2015)	Coopérative (Créée Après Le 18/12/2015)	Etablissement/ Entreprise Publique
Certificat d'inscription au registre du commerce modèle 2 <b>ou</b> Bulletin de notification des identifiants <b>ou</b> Formulaire unique <sup>(4)</sup>	x	x				
Certificat d'inscription au registre du commerce modèle 1 <b>ou</b> Bulletin de notification des identifiants <b>ou</b> Formulaire unique <sup>(4)</sup>			x			
Récépissé de dépôt de la marque (ou autorisation d'utilisation de la marque accompagnée par récépissé de dépôt de ladite marque) <b>pour les activités Agrumes / produits maraichers sauf P.A.M</b>	x	x	x	x	x	x
Formulaire « FOR- CTC- 012 » <b>pour les activités Produits agricoles transformés ; plantes aromatiques et médicinales fraîches ; algues</b>	x	x	x	x	x	x
Formulaire « FOR- CTC- 046 » <b>pour les activités Agrumes / produits maraichers sauf P.A.M</b>	x	x	x	x	x	x
Formulaire « FOR- CTC- 073 » <b>pour les activités Autres familles de produits de la mer/ produits de la pêche hauturière</b>	x	x	x	x	x	x
Formulaire « FOR- CTC- 094 » <sup>(5)</sup> <b>engagement pour l'utilisation des alambics mobiles</b>	x	x	x	x	x	x
Modèle 7 du registre de commerce portant la mention export (≤ 3 mois)	x	x	x			
Statuts de la société	x	x				
Procès-verbal de la dernière assemblée générale		x				
Pièce d'identité valide du représentant de l'entreprise	x	x	x	x	x	x
Statuts de la Coopérative				x	x	
Décision de Création de la Coopérative				x		
Demande d'inscription déposée au greffe du tribunal de première instance					x	
Attestation d'approbation de la dénomination de la coopérative					x	
Textes de création						x

<sup>(5)</sup> Pour les nouvelles unités désirant s'inscrire pour la production, conditionnement et exportation des huiles essentielles issues d'alambics mobiles et itinérants, et qui doivent se conformer aux dispositions du cahier des charges spécifique.



b. Constitution du dossier de demande d'inscription initiale de l'infrastructure

L'exportateur gestionnaire doit fournir en plus des documents cités plus haut, les documents relatifs à l'**infrastructure** qu'il exploite, selon l'activité envisagée, comme suit :

LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR	Activités			
	Agrumes / produits maraichers sauf P.A.M/	Produits agricoles transformés/ algues ; plantes aromatiques et médicinales fraîches ;	Autres familles de produits de la mer	produits de la pêche hauturière
Notification de la direction des industries de la pêche maritime (DIP) indiquant l'objet			x	
L'Agrément ou l'autorisation sur le plan sanitaire délivré par l'ONSSA.	x	x		
Liste du matériel, des équipements et autres installations fixes acquis aux fins des activités objets de la demande d'inscription,	x	x		
Plan du site de production	x	x		
Diagramme(s) détaillé(s) de transformation, de fabrication et/ou de conditionnement des produits objets de la demande d'inscription.	x	x		
- Justificatif de faire-valoir (contrat de bail, certificat de propriété, acte des adouls, convention de partenariat public privé, etc., - Pour le justificatif ayant pour objet un terrain nu, il doit être complété par un certificat de propriété mis à jour comprenant la construction ou par une autorisation de construction de l'infrastructure concernée délivrée par les autorités. - pour tout autre justificatif identifiant les parties concernées et explicitant cet usufruit, il doit être accompagné par une déclaration signée et légalisée indiquant que : «...le demandeur de l'agrément assume seul et sous sa propre responsabilité le contenu des actes présentés et ses droits sur les locaux objets de la demande d'agrément et que l'EACCE ne reconnaît aucun lien avec les tiers en cas de litige portant sur les locaux précités »	x	x		
Formulaire "FOR- CTC- 027"				X
Acte de nationalité du navire				X
Licence de pêche du navire				X
Agrément sanitaire du navire				X

c. Constitution du dossier de mise à jour d'inscription : renouvellement, extension, rétablissement, actualisation, suspension, retrait d'agrément

L'exportateur gestionnaire désirant procéder à ces mises à jour relatives à l'**infrastructure** exploitée doit fournir les documents y afférents suivants :



- Documents à fournir dans le cas des activités : **agrumes, produits maraichers, plantes aromatiques et médicinales fraîches, algues, produits agricoles transformés,**

Liste des documents à fournir	Objet de la demande					
	Renouvellement	Extension (6)	Rétablissement	Actualisation (changement de gestionnaire)	Actualisation des informations (8)	Suspension/retrait
L'Agrément ou l'autorisation sur le plan sanitaire délivré par l'ONSSA.		x	x	x	x	
Liste du matériel, des équipements et autres installations fixes acquis aux fins des activités objets de la demande d'inscription,		x	x	x		
Plan du site de production		x	x	x		
Diagramme(s) détaillé(s) de transformation, de fabrication et/ou de conditionnement des produits objets de la demande d'inscription.		x	x	x		
Mise à jour du Justificatif de faire-valoir : - (contrat de bail, certificat de propriété, acte des adouls, convention de partenariat public privé, etc., - Pour le justificatif ayant pour objet un terrain nu, il doit être complété par un certificat de propriété mis à jour comprenant la construction ou par une autorisation de construction de l'infrastructure concernée délivrée par les autorités. - pour tout autre justificatif identifiant les parties concernées et explicitant cet usufruit, il doit être jointe une déclaration signée et légalisée indiquant que : «...le demandeur de l'agrément assume seul et sous sa propre responsabilité le contenu des actes présentés et ses droits sur les locaux objets de la demande d'agrément et que l'EACCE ne reconnaît aucun lien avec les tiers en cas de litige portant sur les locaux précités »		x	x	x <sup>(7)</sup>		
Demande de suspension/retrait						x

(6) ajout d'une nouvelle infrastructure (inscription d'une nouvelle infrastructure pour le compte d'un exportateur gestionnaire ou une première infrastructure pour le compte d'un exportateur négociant) ou gestion de produits (ajout d'un nouveau produit dans le cadre de la même activité)

(7) la mise à jour du justificatif de faire valoir n'est pas demandée si : fusion/absorption ou changement de dénomination de la raison sociale avec maintien de la personne morale (dans ce cas, il faut demander le RC modèle 4 : déclaration de modification ou de radiation)

(8) actualisations des informations : nom commercial de l'infrastructure, adresse, superficie,...

- Documents à fournir dans le cas de l'activité : **autres familles de produits de la mer**

Liste des documents à fournir	Objet de la demande				
	Renouvellement	extension	Rétablissement	actualisation	Suspension/retrait
Notification de la direction des industries de la pêche maritime (DIP) indiquant l'objet		x	x	x	x

- Documents à fournir pour les navires, dans le cas de l'activité : **produits de la pêche hauturière**

Liste des documents à fournir	Objet de la demande		
	Renouvellement	Actualisation	Suspension/retrait
Acte de nationalité du navire		x	
Licence de pêche du navire	x	x	
Agrément sanitaire du navire		x	
Changement de propriété du navire		x	
Changement de Nom de navire		x	
Notification de la direction des industries de la pêche maritime (DIP) indiquant l'objet Retrait ou Suspension d'agrément du navire			x